

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MME ANGELA MERKEL, CHANCELIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES, LA CRISE DANS LA ZONE EURO, LA SITUATION EN SYRIE ET SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE, À PARIS LE 6 FÉVRIER 2012.

6 FEBRUARY 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, je voudrais souhaiter la bienvenue à nos amis allemands : la Chancelière MERKEL, que nous sommes toujours heureux avec le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement de recevoir ici, les ministres allemands à qui je souhaite également la bienvenue pour ce conseil franco-allemand prévu par le Traité de l'Élysée et l'ensemble de nos accords.

Avec Mme MERKEL, nous avons évoqué tous les sujets du jour et puis tous les sujets structurels. Vous savez - d'ailleurs ce n'est pas une nouveauté -, nous nous parlons extrêmement régulièrement, nous nous parlons en confiance, nous nous parlons comme des amis et comme des alliés.

Je veux redire l'importance que la France attache à son entente et à sa collaboration avec l'Allemagne. Nous sommes les deux premières économies d'Europe. Notre alliance est stratégique, et, à un moment où le monde connaît tant de bouleversements, tant de difficultés, tant de changements, à un moment où l'Europe s'est trouvée confrontée à tant de crises financières et économiques, l'alliance sans faille déterminée entre l'Allemagne et la France a permis d'éviter que l'Europe en général, et l'euro en particulier, tombe dans le gouffre de la crise financière.

Nous n'en sommes pas complètement sortis - nous en sommes parfaitement conscients -, mais pendant ces longs mois, pendant ces trois années de crise, c'est l'alliance entre l'Allemagne et la France qui a permis à l'Europe de surmonter les défis immenses qui se présentaient à elle.

Avec la Chancelière, nous disons d'ailleurs que la situation de la Grèce doit être réglée une bonne fois pour toute. Les paramètres du règlement sont sur la table et nos amis grecs doivent prendre leurs responsabilités en votant les réformes sur lesquelles ils se sont engagés. Cela concerne tout le monde, cela concerne le Premier ministre, cela concerne le leader du parti socialiste grec et cela concerne le leader du parti grec de la droite, je crois que c'est la nouvelle démocratie.

Allemagne et France, nous disons à nos amis grecs que maintenant il faut décider qu'il n'y aura pas de déblocage de fonds si ces décisions ne sont pas prises et qu'il leur appartient de les mettre en œuvre.

Par ailleurs, nous proposons que les intérêts de la dette grecque soient déposés sur un compte bloqué qui garantirait ainsi que les dettes de nos amis grecs seront réglées.

Nous avons également fait le point sur la convergence franco-allemande, notamment sur la fiscalité. Wolfgang SCHAUBLE et François BAROIN ont beaucoup travaillé, bien travaillé, nous ont présenté les conclusions du Livre Vert. Vous savez, le premier objectif que nous nous sommes fixé, c'est que l'Allemagne et la France convergent vers un impôt sur les sociétés qui permettrait d'organiser une zone fiscale pour les entreprises très proches entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne a un taux de l'impôt sur les sociétés plus bas, mais une assiette plus large, donc notre idée, c'est d'élargir l'assiette de l'impôt sur les sociétés françaises et ainsi de pouvoir baisser les taux.

Notre conviction, c'est que le rapprochement de l'Allemagne et de la France, cela créera une zone de stabilité qui renforcera toute l'Europe et toute la zone euro. Et c'est une direction stratégique à laquelle nous attachons une grande importance.

Nous avons évoqué l'ensemble des autres dossiers pour d'ailleurs constater, comme d'habitude, une très grande convergence de vues. Nous sommes décidés à ce qu'au début du mois de mars, le Traité européen qui répond à la crise, qui prévoit une gouvernance économique, qui prévoit une discipline budgétaire et qui prévoit de nombreuses mesures pour faciliter la croissance et la compétitivité, soit adopté par 25 pays. Et croyez bien que c'est un travail historique en Europe, jamais l'Europe n'avait décidé aussi structurellement et aussi rapidement.

MME ANGELA MERKEL -- Cher Nicolas SARKOZY, Mesdames, Messieurs, nous sommes très heureux qu'une grande partie du gouvernement allemand ait été invité à Paris, aujourd'hui, pour ce Conseil des

ministres franco-allemand. Si vous voyez quels ministres sont venus ici, vous voyez quelles sont les priorités, outre la politique étrangère et de sécurité que l'on a toujours abordée dans cette réunion. Vous avez les ministres compétents pour l'économie, la croissance, la recherche, l'emploi dans nos pays, puisque c'est précisément l'enjeu du moment, c'est précisément l'objet de nos efforts au niveau européen. Il ne s'agit pas simplement d'essayer de faire des économies, il faut créer des budgets solides qui sont la condition d'une croissance durable et de plus d'emploi dans l'Europe toute entière. La France et l'Allemagne sont des pionniers en la matière, comme le montrent les communiqués qui seront approuvés aujourd'hui, qu'il s'agisse de la coopération dans le domaine spatial, qu'il s'agisse de davantage de coopération en matière de droit du travail, ou d'aide à la recherche d'emploi, ou qu'il s'agisse de la recherche et de la technologique où un accord très concret est conclu, ou bien qu'il s'agisse des conditions de vie dans l'espace rural.

Ce que nous pouvons dire, c'est qu'en préparant le 50e anniversaire du Traité de l'Élysée, nous avons décidé en août que nous voulions converger, converger de façon tangible, et je voudrais vivement remercier les ministres des Finances pour leur Livre Vert visant à la convergence de nos impôts sur les sociétés et j'espère que ces travaux auront été finalisés avant la célébration du 50e anniversaire du Traité de l'Élysée.

Ce traité, qui a fait ses preuves dans l'Histoire, a de plus en plus de substance au fil du temps, si bien que l'Allemagne et la France se rapprochent de plus en plus. Naturellement, notre coopération est étroite en matière de politique de sécurité et de politique étrangère. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères nous ferons un rapport sur ce point.

Naturellement, nous avons également évoqué la Syrie. Nous sommes favorables à un groupe de contact des amis de la Syrie. Nous ne sommes pas simplement déçus mais atterrés de voir qu'il n'y a pas eu d'adoption d'une résolution des Nations Unies. Je dois dire que la Russie doit vraiment se demander si elle mesure bien les conséquences de ses décisions et de vouloir conduire une politique qui soit en contradiction avec la Ligue arabe. Je ne peux pas imaginer que cela soit couronné de succès. Nous n'allons donc pas relâcher nos efforts pour venir en aide au peuple syrien et nous condamnerons les actes qu'il y a lieu de condamner.

Par ailleurs, nous avons parlé de la situation dans la zone euro et en Grèce. Je voudrais redire qu'il ne peut y avoir d'accord si les propositions de la Troïka ne sont pas suivies d'effet. Ces propositions sont sur la table, le temps presse et il faut donc agir rapidement, et, tout comme le président de la République l'a dit, je suis favorable à l'idée selon laquelle les intérêts pour le remboursement de la dette soient versés sur un compte bloqué pour être sûr que cet argent soit durablement disponible.

Ce qui est important, c'est que dans les tous prochains jours on progresse, et très franchement, je ne comprends pas très bien l'intérêt qu'il y aurait à laisser passer encore du temps. Le temps presse, et pour toute la zone euro, toute l'Europe, l'enjeu est considérable.

Un grand merci pour cette coopération amicale et étroite de tous ces derniers mois qui nous a permis d'arriver à ces résultats du Conseil des ministres franco-allemand et je me félicite également de la qualité de notre coopération personnelle. Je crois que c'est toujours une bonne chose si, en Europe, la France et l'Allemagne se serrent les coudes et discutent ensemble de toutes ces questions.

LE PRESIDENT -- Merci Angela. Je précise d'ailleurs que j'aurai le Président MEDVEDEV cet après-midi au téléphone sur la question syrienne, et qu'avec l'autorisation de la Chancelière, je lui parlerai en notre nom à tous les deux. Et que, par ailleurs, François FILLON appellera le Premier ministre POUTINE sur le même sujet. Je sais que c'est un point d'accord entre Alain JUPPE et M. WESTERWELLE. Vraiment, l'Allemagne et la France, sur la question syrienne, ne laissent pas tomber le peuple syrien. C'est un scandale ce qui se passe et nous ne sommes pas décidés à accepter l'indécision ou le blocage d'une communauté internationale.

QUESTION -- Monsieur le Président, Madame la Chancelière, comme vous le disiez, la crise grecque menace à nouveau. Monsieur le Président de la République, vous avez dit que les responsables politiques grecs de la majorité et de l'opposition doivent assumer leurs responsabilités, qu'allez-vous faire s'ils ne le font pas ? Êtes-vous prêt à envisager une sortie de la Grèce de la zone euro et comment imaginez-vous la période à venir si la Grèce essaye encore de gagner du temps ?

MME ANGELA MERKEL -- Je crois que la question était adressée au président de la République... Ah, c'était à nous deux ? Ah bon, d'accord. Alors que le Président commence

... et à nous deux. Au bon, d'accord. Alors que le Président commence.

LE PRESIDENT -- Bon, d'abord, Madame MERKEL comme moi, nous pensons que les éléments de l'accord n'ont jamais été aussi proches. Jamais. Que ce soit pour les créanciers privés que pour les créanciers publics. Jamais nous n'avons été aussi proches d'un accord. Mais la Chancelière a raison, il faut conclure.

Deuxièmement, nous n'imaginons pas qu'il n'y ait pas d'accord. Cela fait des mois que nous travaillons pour qu'il y ait un accord. Ce n'est certainement pas pour vous dire aujourd'hui que nous nous résoudrions à un échec. Nous voulons cet accord. Mais nous disons avec la même force que des moyens considérables ont été engagés pour sortir la Grèce, grand pays d'Europe, de la situation où elle se trouve, mais que les dirigeants grecs ont pris des engagements, ils doivent les respecter scrupuleusement. Il n'y a pas de choix, il n'y a pas de choix. Voilà.

Le Premier ministre grec fait son travail dans des conditions très difficiles et d'ailleurs, s'il y avait un exemple à suivre, c'est l'exemple montré par le Président du Conseil italien, M. Mario MONTI, qui fait un travail remarquable. Et on voit les progrès spectaculaires de nos amis italiens. Donc, c'est le chemin à suivre. Il n'y a pas d'autre chemin.

En tout cas, nous, nous sommes comptables des engagements que nous avons pris. Nous les tenons, nous les tiendrons. Je vous rappelle que la discussion avec les créanciers privés avait fait l'objet d'une nuit entière où Mme MERKEL et moi-même, nous étions engagés personnellement pour obtenir la solution. C'est maintenant aux deux parties, la nouvelle démocratie et le parti socialiste grec, de prendre leurs responsabilités.

L'Europe, c'est un lieu où chacun a des droits, où chacun a des devoirs. On ne peut pas réclamer ses droits sans assumer ses devoirs. Le temps presse, c'est une affaire de jours. Maintenant, il faut conclure, il faut signer, il faut décider.

Voilà le message, sans ambiguïté et très confiant, que la France et l'Allemagne veulent adresser à l'ensemble des responsables politiques grecs.

MME ANGELA MERKEL -- Je me rallie totalement à ces propos. Je le répète, l'euro est un projet politique mais aussi un projet financier. Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro. Pour le dire très clairement, nous sommes tout à fait dans la même ligne, l'un et l'autre, mais il ne peut y avoir de nouveaux programmes pour la Grèce s'y elle ne conclut pas avec la Troïka. C'est une position tout à fait identique chez nous et que tous les responsables en Grèce sachent bien que nous n'entendons pas déroger à cette position.

QUESTION -- Madame la Chancelière, le moteur franco-allemand tourne en rond, on le voit dans l'exemple de l'impôt sur les sociétés. A propos de la campagne électorale, les spécialistes français vous reprochent de trop soutenir le sortant, le président sortant, alors, est-ce que vous allez recevoir le candidat socialiste, François HOLLANDE, à Berlin ?

MME ANGELA MERKEL -- Je crois que nous sommes ici dans un Conseil des ministres franco-allemand. Nous avons beaucoup à faire, beaucoup de travail. Je crois que nos gouvernements coopèrent très étroitement. En Europe, il est tout à fait normal que l'on soutienne nos partis amis. Rappelez-vous qu'en mai 2009, je crois, donc avant l'élection européenne mais également avant l'élection générale en Allemagne, le président français est venu à Berlin pour me soutenir très ouvertement. Je n'y vois rien de négatif et le candidat François HOLLANDE s'est rendu au Congrès du SPD en Allemagne, c'est tout à fait normal.

QUESTION -- Madame la Chancelière, pour suivre la question de ma consur, vous avez laissé bercer votre intention de soutenir la candidature du président de la République. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

LE PRESIDENT - ... C'est vous qui annoncez ma candidature ce matin.

QUESTION - ... Non, pas du tout. Si vous vous présentiez, excusez-moi, j'ai oublié cette simple condition...

LE PRESIDENT - ... J'en étais très flatté, très heureux, je n'aurais pas osé vous le demander...

QUESTION -- ...Pardon.

LE PRESIDENT - ... Mais la question, présentée comme elle était, laissait à penser que vous étiez ma porte-parole.

QUESTION -- Non, pas du tout...

LE PRESIDENT - ... Mais là, vraiment, je ne voudrais pas vous imposer cela.

QUESTION -- J'oubliais cette condition, si par hasard, vous étiez candidat...

LE PRESIDENT - ... Voilà.

QUESTION - C'est vrai que l'on a tous ressenti, ici, que cette émission de télévision que vous faites en commun ce soir est peut-être aussi une preuve du soutien que Madame la Chancelière vous apporte, peut-être que je me trompe ?

Je voulais savoir, Madame la Chancelière, si François HOLLANDE vous fait peur quand il dit qu'il veut renégocier ce traité ou alors, est-ce que vous accepteriez, si par hasard il était élu, de renégocier ce traité avec lui ? Je vous remercie beaucoup.

MME ANGELA MERKEL -- Je voudrais simplement rappeler que c'est aujourd'hui le Conseil des ministres franco-allemand et c'est le président de la République française et la chancelière de la République fédérale d'Allemagne qui vont accorder une interview télévisée à une époque où l'Europe connaît l'une de ses situations les plus difficiles depuis des décennies. A l'occasion du Traité de Maastricht en 2002, il y avait eu une interview réunissant le Président CHIRAC et le Chancelier SCHRÖDER. Et maintenant, nous sommes vingt ans après Maastricht, l'euro traverse une crise et je crois que c'est le bon moment pour montrer clairement où en sont la France et l'Allemagne. Tout le reste n'appelle pas de commentaire. Je crois avoir bien répondu à la question précédente. Je soutiens Nicolas SARKOZY sur tous les plans, parce que nous appartenons à des partis amis, de toute façon. Cela, c'était par rapport à la candidature.

LE PRESIDENT -- Trois choses. La première, c'est quand l'Allemagne signe un traité ou quand la France signe un traité, ils engagent le peuple allemand et le peuple français, pas les Français de droite ou les Français de gauche, les Allemands de gauche ou les Allemands de droite. C'est la démocratie. C'est le respect de la parole donnée. C'est un engagement d'Etat, ce n'est pas un engagement politicien. Lorsque Mme MERKEL parle, elle parle au nom de l'Allemagne, de toute l'Allemagne, de tous les électeurs qu'ils aient voté ou non pour elle. Et quand je travaille avec François FILLON, avec le gouvernement, je dois travailler pour tous les Français quels qu'ils soient.

Maastricht, c'était François MITTERRAND. Imaginez qu'au prétexte que François MITTERRAND était socialiste, Jacques CHIRAC, qui lui a succédé, aurait dû dire : « ce traité était mauvais par le seul fait que mon prédécesseur était de gauche ». Ce n'est pas comme cela que l'on dirige une grande nation. Ce n'est pas comme cela que l'on défend les intérêts de son pays. Donc c'est la parole de la France et c'est la parole de l'Allemagne, pas la parole de la droite de l'Allemagne ou la parole de la droite de la France. C'est la France et l'Allemagne. Je voudrais rappeler cela à ceux qui ne le comprennent pas ou ne le savent pas, nos pays sont beaucoup plus importants que nos personnes. Et cela, c'est la base de tout. La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que je suis heureux et fier, après tout ce qui s'est passé entre l'Allemagne et la France, que la Chancelière d'Allemagne et le président français, et peu importe nos couleurs politiques, puissent aller à la télévision allemande et à la télévision française pour dire : « nous sommes amis, nous sommes alliés, nous nous comprenons de mieux en mieux et nous bâtissons un avenir de paix et de prospérité pour nos enfants ». Quel que soit l'engagement politique de Mme MERKEL, quel que soit mon engagement politique, c'est le président français, c'est la Chancelière d'Allemagne, après tout ce qu'il s'est passé entre nos deux pays, il n'y a pas si longtemps que cela, au siècle dernier. Et souhaitons que tous les pays qui ont connu tant d'opposition dans l'histoire du monde puissent donner, quelques décennies après, le spectacle de deux chefs d'Etats, deux chefs de gouvernement, parlant d'une même voix. Ce n'est pas un choix vous savez, l'amitié entre la France et l'Allemagne, c'est un devoir. Et il ne faut pas jouer avec des sentiments qui nous ramèneraient à une époque que nous ne voulons plus connaître. Il est très facile de se monter les uns contre les autres. Une troisième chose que je voudrais dire : j'ai de l'admiration pour Mme MERKEL qui est une femme qui dirige un pays de 80 millions d'habitants et qui le dirige bien. Je revendique cette amitié et cette confiance. Il a fallu apprendre à travailler ensemble, que l'on surmonte bien des problèmes, bien des difficultés. Mme MERKEL a toujours eu le souci de la compréhension des lignes rouges de la France. L'Allemagne a connu d'immenses réussites. Nous ne les jalousons pas, nous voulons nous en inspirer. Tant mieux que nos amis allemands gagnent, progressent ou voient leur chômage diminuer. Le devoir des Français et du dirigeant français que je suis, c'est de nous inspirer de ce qui marche dans le monde

et non pas de ce qui ne marche pas.

Par ailleurs, Mme MERKEL a eu le souci du compromis sur un certain nombre de sujets qui n'étaient pas simples pour elle. Je peux dire aux journalistes français que le débat en Allemagne n'a pas toujours été simple. En Allemagne, on trouvait qu'elle écoutait trop le président français et, en France, on trouvait que j'écoutais trop la Chancelière allemande. C'est sans doute que l'on a trouvé un bon équilibre.

Enfin, permettez-moi une remarque sous forme de clin d'il : M. SCHRÖDER, quand il est venu en France, a manifesté son soutien pour qui ? Cela prouve que même en Allemagne, il m'arrive de parler aussi à la gauche de l'Allemagne. Merci à tous

MME ANGELA MERKEL -- Je peux dire une toute dernière remarque sur le Traité de l'Elysée. Le Traité de l'Elysée n'est pas la propriété du président de la République et de la Chancelière comme Nicolas SARKOZY vient de le rappeler. Nos Parlements sont en train de préparer ces célébrations. Le Parlement français est invité en Allemagne pour célébrer cet anniversaire. Ce Traité de l'Elysée, nous voulons le revivifier dans toute la mesure du possible. Et l'une des contributions à cet anniversaire, c'est cette réforme commune de l'impôt sur les sociétés. Nous avons une coopération de plus en plus étroite, mais le traité en tant que tel est un instrument historique, ratifié par nos Parlements et je crois que ce traité a offert à la France et à l'Allemagne un excellent avenir commun et c'est cela que nous voulons poursuivre. L'enjeu est là et c'est cela que nous voulons remplir de plus en plus d'un réel contenu.

QUESTION -- Monsieur le Président, vous avez parlé du sujet syrien. Hier, vous avez annoncé la formation d'un groupe de contact sur le peuple syrien. Est-ce que vous allez commencer le contact avec vos partenaires arabes et européens sur la Syrie ? Est-ce que, par exemple, vous allez organiser un sommet sur la Syrie, comme vous avez fait avec la Libye ? Merci beaucoup.

LE PRESIDENT -- Ecoutez, Alain JUPPE, pas plus tard qu'hier, a parlé de cette initiative. Mme MERKEL et moi, nous ne pouvons pas accepter le statu quo. Nous ne le pouvons pas. Nous voyons qu'il y a un blocage, nous allons prendre des initiatives pour essayer de lever des éléments du blocage et, très clairement, nous souhaitons mettre en place un groupe des amis du peuple syrien, qui montrerait au peuple syrien qu'il n'est pas seul. Il y a eu encore 200 morts le week-end dernier. Combien de temps va-t-on accepter cela ? Nous voulons le faire avec nos amis arabes, notamment avec la Ligue arabe qui a pris une position extrêmement courageuse. Comme l'a dit Mme MERKEL, c'est très étonnant que les Russes, qui dans l'histoire ont toujours été proches des positions de la Ligue arabe, aujourd'hui, on se demande pour quelles raisons, semblent s'en distancier. Donc oui, c'est une initiative que nous allons prendre et qu'a développée le ministre d'Etat, pas plus tard que samedi.

MME ANGELA MERKEL -- Le ministre allemand des Affaires étrangères Guido WESTERWELLE, vient de se rendre dans la région et m'a indiqué que la Ligue arabe espère que les choses bougent. Voilà pourquoi la proposition qui a été faite par les deux ministres des Affaires étrangères, à savoir d'instaurer ce groupe de contact, ce groupe des amis, est une proposition très importante et je crois qu'il nous fera bientôt des propositions sur la forme que cela peut prendre et nous allons le soutenir bien sûr.